



ROYAUME DU MAROC

AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES

DOSSIER

D'APPEL D'OFFRES OUVERT

N° 55/2009

Relatif à :
**Fourniture, pose et mise en service de systèmes de
télésurveillance**

Passé conformément au paragraphe 1 alinéa 2 de l'article 16 et à l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret N° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (5 Février 2007) fixant les formes et conditions de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Date d'ouverture des plis : 29/12/2009 à 10h.

EXERCICE 2009

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRE	5
ARTICLE 2 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES A L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 3 : DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 4 : ECLAIRCISSEMENTS OU RENSEIGNEMENTS APPORTES AUX DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 5 : LANGUE DE L'OFFRE	5
ARTICLE 6 : MONNAIE DE L'OFFRE	5
ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 8 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE	6
ARTICLE 9 : DEPOT ET EXAMEN DES PROSPECTUS (DOSSIER ADDITIF ET PIECES COMPLEMENTAIRES)	8
ARTICLE 10 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	8
ARTICLE 11 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	8
ARTICLE 12 : OFFRES HORS DELAI	8
ARTICLE 13 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES	9
ARTICLE 14 : OUVERTURE DES PLIS PAR L'ANAPEC	9
ARTICLE 15 : JUGEMENT DES OFFRES	9
ARTICLE 16 : SIGNATURE DU MARCHE	9
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	11
DECLARATION SUR L'HONNEUR	14
CAHIER DE PRESCRIPTIONS SPECIALES	
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	18
ARTICLE 2 : LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	18
ARTICLE 3 : CONTENU ET REVISION DES PRIX	18
ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION	18
ARTICLE 5 : LIEU DE LIVRAISON	18
ARTICLE 6 : RECEPTION DU MATERIEL	18
ARTICLE 7 : DEFECTUOSITE / REJET	19
ARTICLE 8 : GARANTIE, MODALITES ET PRESTATIONS	19
ARTICLE 9: DELAI DE GARANTIE	19
ARTICLE 10: DEFINITION DE LA MAINTENANCE	19
ARTICLE 11: SANCTIONS	20
ARTICLE 12 : PENALITES DE RETARD	20
ARTICLE 13: RECEPTION DEFINITIVE	21
ARTICLE 14: MODALITES DE PAIEMENT	21
ARTICLE 15: CAUTIONNEMENT DEFINITIF	21
ARTICLE 16: RETENUE DE GARANTIE	21
ARTICLE 17 : APPROBATION DU MARCHE	21
ARTICLE 18 : CLAUSES DE NANTISSEMENT	21
ARTICLE 19 : RESILIATION DU CONTRAT	22
ARTICLE 20 : CONTESTATIONS / LITIGES	22
ARTICLE 21 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	22
ARTICLE 22 : MONTANT DU MARCHE	26
CAHIER DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	
1. PREAMBULE	29
2. TECHNOLOGIE	29
3. EVOLUTIONS	29
4. GENERALITES	30
5. CRITERES D'EVALUATION TECHNIQUES DE LA SOLUTION DE GESTION D'ACCUEIL	31
5-1 DISTRIBUTEUR DE TICKET	31
5-1-1 Généralités.....	31
5-1-2 Interface.....	31
5-1-3 Facilité d'accès.....	32
5-1-4 Boutons.....	32
5-1-5 Facilité d'utilisation pour le responsable d'agence.....	32
5-1-6 Définition des horaires de fonctionnement.....	32
5-1-7 Constitution du dispositif d'impression.....	32
5-1-8 Intervention technique – Assistance et sécurit.....	33
5-2 CARACTERISTIQUES GENERALES DU TICKET	33
5-2-1 Informations.....	33

5-2-2 Caractéristiques physiques.....	34
5-2-3 Utilitaires de création des tickets.....	34
5-3 APPEL.....	34
5-3-1 Généralités.....	34
5-3-2 Caractéristiques générales des afficheurs.....	34
5-3-3 Afficheurs généraux.....	35
5-3-4 Afficheurs des guichets.....	36
5-4 POSTE D'ACCUEIL.....	37
5-5 UNITE DE GESTION.....	38
6- CRITERES D'EVALUATION FONCTIONNELLE DE LA SOLUTION.....	39
6-1 Description du système.....	39
6-1-1 Généralité.....	39
6-1-2 Aspect visiteur.....	39
6-1-3 Agent d'accueil.....	39
6-1-4 Responsable d'agence.....	39
6-1-5 Administration logiciel.....	40
6-1-6 Suivi d'activité en temps réel.....	40
6-1-7 Alertes.....	40
6-1-8 Gestion en temps réel.....	40
6-1-9 Statistiques.....	40
6-1-10 Centralisation de la gestion de la solution.....	41
7- EVOLUTION DU SYSTEME.....	41
8- ANNEXE :LIEU DE LIVRAISON.....	41

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert n°55/ 2009, est lancé conformément au paragraphe 1 alinéa 2 de l'article 16 et au paragraphe 3 alinéa 3 de l'article 17 du décret N° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (5 Février 2007) fixant les formes et conditions de passation des marchés de l'état ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle. Il a pour objet :

Fourniture, pose et mise en service de systèmes de télésurveillance

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES A L'APPEL D'OFFRES

Dans tout ce qui suit :

Les termes « Agence » et ANAPEC désignent : l'AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES ;

Les termes « candidat » et « soumissionnaire » désignent la société répondant à l'appel d'offres

Le terme « contractant » désigne l'adjudicataire du marché.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES

Les documents de l'appel d'offres sont comme prévu par l'article 19 du décret N° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (5 Février 2007).

ARTICLE 4 : ECLAIRCISSEMENTS OU RENSEIGNEMENTS APPORTES AUX DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

Les éclaircissements ou renseignements apportés aux documents d'appel d'offres se font conformément à l'article 21 du décret N° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (5 Février 2007),

ARTICLE 5 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le candidat ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'Agence seront rédigés en langues française ou arabe. Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française ou arabe, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, les traductions française ou arabe font foi

ARTICLE 6 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les prix de l'offre doivent être exprimés en Dirhams Marocains.

ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS :

Seules peuvent participer à cet appel d'offres, dans le cadre des procédures prévues à cet effet par l'article 22 du décret N° 2-06-388, les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;

- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme.

Ne sont pas admises à participer à cet appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;

- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;

- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par les articles 24 ou 85 du décret N° 2-06-388, selon le cas.

ARTICLE 8 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE

Le soumissionnaire devra fournir, en un seul exemplaire, le dossier de l'appel d'offres constitué obligatoirement comme suit :

Une première enveloppe cachetée, fermée et portant la mention

«Dossier Administratif et technique » contenant les documents suivants :

Le dossier administratif comprenant :

a) La déclaration sur l'honneur, conformément au modèle ci-joint, dûment remplie ;
b) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du soumissionnaire. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée;

- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

c) l'attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme, délivrée depuis moins d'un an par le percepteur certifiant que le concurrent est en situation régulière et indiquant l'activité au titre de laquelle il est imposé ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 22 du décret N° 2-06-388 ;

d) L'attestation de la C.N.S.S ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ;

e) Le récépissé du cautionnement provisoire prévue ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu le cas échéant ;

f) Le certificat d'immatriculation au registre du commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

Dossier Technique comprenant :

a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé;

b) Les attestations de travaux similaires délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels les dites prestations ont été exécutées ou par les maîtres d'ouvrages

Le cahier de prescriptions spéciales signé et paraphé par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet.

Le dossier additif comprenant :

Les prospectus, les notices et les catalogues du matériel proposé en plus des spécifications techniques proposées.

NB :

- Le prestataire doit fournir des attestations de garantie qui porte son engagement pendant la période de garantie.

Une deuxième enveloppe cachetée, fermée portant la mention « offre financière » contenant :

- a) L'acte d'engagement signé selon le modèle ci-joint ;
- b) Le Bordereau des prix et le détail estimatif signé et cacheté selon modèle ci-joint;

Les deux enveloppes doivent indiquer de manière apparente Le nom et l'adresse du concurrent ainsi que l'objet de l'appel d'offres tel que décrit dans l'article 1 du présent règlement de consultation.

Les deux enveloppes suscitées seront renfermées dans un pli cacheté, fermé et portant les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Les dossiers des offres sont, au choix des concurrents :

- a) - Soit déposés, contre récépissé, à la Direction des Ressources, Division des Moyens Généraux/Service des achats, sise à 4 lotissements la colline entrée B sidi maârouf Casablanca
- c) - Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- d) - Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées dans l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les groupements doivent être constitués conformément aux dispositions prévues par l'article 83 du décret N° 2-06-388.

ARTICLE 09 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE.

En application de l'article 8, le candidat fournira un **cautionnement provisoire** qui fera partie intégrante de son offre. Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **45 000.00 DH**.

ARTICLE 10 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.

- Les offres seront valables pendant quatre vingt dix jours (90) à partir de la date d'ouverture des plis fixée par l'ANAPEC. Une offre valable pour une période plus courte peut être écartée par la commission, comme non conforme aux conditions du marché.

- L'ANAPEC peut solliciter le consentement du candidat à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses seront faites par écrit (courrier avec accusé de réception, télégramme, télex ou fax confirmés). La validité du cautionnement provisoire prévu à l'article 9 sera de même prolongée autant qu'il sera nécessaire. Un candidat peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre son cautionnement provisoire. Un candidat acceptant la demande de prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre ni ne sera autorisé à le faire.

ARTICLE 11 : OFFRES HORS DELAI

Toute offre reçue par l'ANAPEC après expiration du délai fixé dans l'avis d'appel d'offres sera écartée et renvoyée au candidat sans avoir été ouverte.

ARTICLE 12 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES

La modification et le retrait des offres se font conformément à l'article 31 du décret N° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (5 Février 2007).

ARTICLE 13 : OUVERTURE DES PLIS PAR L'ANAPEC

L'ouverture des plis se fait conformément à l'article 35 du décret N° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (5 Février 2007)

ARTICLE 14 : JUGEMENT DES OFFRES

Le présent appel d'offres sera adjugé à la société qui, parmi les sociétés retenues techniquement, **aura présenté l'offre la moins disante conforme.**

ARTICLE 15 : SIGNATURE DU MARCHE.

15.1- En même temps qu'il notifiera au candidat retenu l'acceptation de son offre, l'ANAPEC. lui enverra le marché incluant toutes les dispositions convenues entre les parties.

15.2- Dans un délai maximum de 20 jours à compter de la réception du marché, le candidat retenu signera et datera le marché et le renverra à l'ANAPEC.

MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Partie A : Réservee à l'administration :

Appel d'offres ouvert. Sur offres des **prix n°55/2009 du 29/12/2009 à 10 h**

Objet du marché : **Fourniture, pose et mise en service de systèmes de télésurveillance**

Passé conformément au paragraphe 1 alinéa 2 de l'article 16 et à l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret N° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (5 Février 2007) fixant les formes et conditions de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (4). Soussigné: (prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte. adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le N° (5) inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n°; (5) n° de patente (5)

b) Pour les personnes morales

Je (4), soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de: adresse Du siège social de la société Adresse du domicile élu Affiliée à la CNSS sous le n° (5) et (6) Inscrite au registre du commerce (localité) sous le n° (5) et (6) n° de patente (5) et (6)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus;

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations;

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même, lesquels font ressortir:

- montant hors T.V.A. : (en lettres et en chiffres)
- taux de la TVA (en pourcentage)
- montant de la T.V.A.: (en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A.comprise : (en lettres et en chiffres) (7)(8)

L'Etat se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom {ou au nom de la société} à : (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait àle.....

(Signature et cachet du concurrent)

(1) supprimer les mentions inutiles

(2) indiquer la date d'ouverture des plis

(3) Se référer aux dispositions du décret selon les indications ci-après:

- appel d'offres ouvert au rabais: - alinéa (al.) 2, paragraphe (§) 1 de l'article(art) 16 et a" 2, § 3 de l'art. 17
- appel d'offres ouvert sur offres de prix : - al. 2. § 1 d& l'art. 16 et al. 3. § 3 de l'art. 17
- appel d'offres restreint au rabais: • al. 2, § 1 de l'article 16 et § 2 et al. 2, § 3 l'art. 17
- appel d'offres restreint sur offres de prix : - ai. 2. § 1 de l'art. 16 et § 2 et al 3, § J de l'art. 17
- appel d'offres avec présélection au rabais: - al 3, § 1 de l'art. 16 et al. 2, § 3 de l'art. 17
- appel d'offres avec présélection sur 'offres de prix : - al. 3, § 1 de l'art. 16 et al. 3, § 3 de l'art. 17
- concours : - al. 4, § 1 de l'art. 16 et § 1 et 2 de l'art. 63
- marché négocié: - al, 5, § 1 de l'art. 16 et § ... de l'art. 72 (préciser le n° du § approprié)

(4) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent:

1) - mettre : «Nous, soussignéS.» nous obligeons conjointement l ou solidairement (Choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes.

2) - ajouter l'alinéa suivant " « désignons., (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(5) pour les concurrents non installés au Maroc. préciser la référence d&s documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative ou un notaire ou organisme professionnel qualifié.

(6) ces mentions ne concernent que les personnes ~ assujetties à cette obligation

(7) en cas d'appel d'offres au rabais, cet alinéa doit être remplacé par ce qui suit ..

«m'engage à exécuter lesdites prestations Conformément au cahier des prescriptions spéciales, moyennant un rabais (ou une majoration) de (.....) (en lettres et en chiffres), sur le bordereau des prix-détail estimatif».

(8) en cas de concours. les alinéas 1) et 2) doivent être remplacés par ce qui suit:

«m'engage. si le projet, présenté par ,(moi ou notre société) pour l'exécution des prestations précisées en objet du A ci-dessus et joint au présent acte d'engagement, est choisi par le maître d'ouvrage. à exécuter lesdites prestations conformément aux conditions des pièces produites par

..... (moi ou notre société), en exécution du programme du concours et moyennant les prix établis par moi-même dans le bordereau des prix-détail estimatif (ou décomposition du montant global) que j'ai dressé, après avoir apprécié à mon point de vue et sous- ma responsabilité la nature et la difficulté des prestations à exécuter, dont lai arrêté :

- montant hors T.V.A : (en lettres et en chiffres)

- taux de la T.V.A : ". (en pourcentage)

- montant de ta T.V.A (en lettres \$t en chiffres)

• montant T.V.A comprise: (en lettres et en chiffres)

«je m'engage à terminer les prestations dans un délai de »

« je m'engage, si l'une des primes prévues dans le programme du concours est attribuée à mon projet, à me conformer aux stipulations dudit programme relatives aux droits que se réserve le maître d'ouvrage sur les projets primés (cet alinéa est à supprimer si le maître d'ouvrage ne se réserve aucun droit sur les projets primés) » .

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

– mettre “ Nous soussigné nous obligeons conjointement – solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;

– ajouter l'alinéa suivant “ désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du programme ”

(2) ces mentions ne concernent pas les administrations publiques, les personnes morales de droit public autre que l'état et les candidats non installés au Maroc.

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Passé conformément au paragraphe 1 alinéa 2 de l'article 16 et à l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret N° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (5 Février 2007) fixant les formes et conditions de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Objet du marché : Fourniture, pose et mise en service de systèmes de télésurveillance

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (prénom, nom et qualité)
agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
adresse du domicile élu :
affilié à la CNSS sous le n° : (1)
inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n°
..... (1) n° de patente (1)
n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR. : (RIB)

B- Pour les personnes morales

Je, soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de:
adresse du siège social de la société
adresse du domicile élu
affiliée à la CNSS sous le n° .. , (1)
inscrite au registre du commerce (localité) sous le n°
..... (1)
n° de patente (1)
n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR (RIB)

- Déclare sur j'honneur:

1 - m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle.

2 - que je remplie les conditions prévues à l'article 22 du décret n° 2-06,388 du 16 moharrem 1428 (5 février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle;

- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;

3 ~ m'engager. si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également tes conditions prévues par l'article 22 du décret n° 2-06.388 précité ;

- que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché;

4 - m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation. de gestion et d'exécution du présent marché.

5 - m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des

présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.

- certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

- reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 24 du décret n° 2-06.388 précité. relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur,

Fait à le,

Signature et cachet du concurrent (2)

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

() en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.*

CAHIER DE PRESCRIPTIONS SPECIALES

MARCHE

Marché n° : _____ / 2009

Passé par : Appel d'Offres ouvert n°55/2009, en application des dispositions de l'alinéa 2, § 1 de l'article 16, alinéa 3, § 3 de l'article 17 du décret N° 2-06-388 du 16 Moharram 1428 (05 Février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion

Entre les soussignés :

d'une part : -----

L'AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPÉTENCES
(ANAPEC), représentée par son Directeur Général, M. Hafid KAMAL

Et,

d'autre part : -----

La société :

Titulaire du compte bancaire :

.....

Ayant son siège au :

.....

Affiliée à la CNSS : sous le n°

Inscrite au Registre du Commerce de sous le n°

Représentée par :

Monsieur

agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet :

Fourniture, pose et mise en service de systèmes de télésurveillance

ARTICLE 2 : LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont :

- l'acte d'engagement
- le cahier de prescriptions spéciales
- le bordereau de prix et détail estimatif
- le cahier de prescriptions techniques
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat.

ARTICLE 3 : CONTENU ET REVISION DES PRIX

Les prix s'entendent fermes et non révisables. Ils sont établis toutes taxes comprises. Ils ont un caractère unitaire et tiennent compte de tous les frais inhérents à l'exécution de la prestation.

ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION

Le délai contractuel pour la livraison du présent appel d'offres est fixé à trois (3) mois. Le délai court dès la notification de l'ordre de service de commencement.

ARTICLE 5 : LIEU DE LIVRAISON.

Le matériel doit être livré, installé et mis en service sur site. Les sites concernés par la livraison sont présentés sur le tableau en annexe.

ARTICLE 6 : RECEPTION DU MATEREIL

Pourront être refusées lors de la vérification à la livraison, les équipements dont la qualité serait défectueuse. L'appréciation des responsables délégués à cet effet est sans appel.

Les frais de transport pour retour des équipements refusés resteront à la charge du fournisseur.

Les livraisons et l'installation seront effectuées par les fournisseurs à leurs frais et sous leur responsabilité.

La mise en service sera effectuée dans les sites d'installation, à la charge des fournisseurs.

Après la mise en service, les équipements seront examinés par une commission qui vérifiera leur conformité à tous les points de vue et établira le cas échéant un procès verbal de réception provisoire.

L'A.N.A.P.E.C. procédera à la vérification de la conformité des équipements avec les spécifications du marché.

Les opérations de transport, de chargement, de déchargement, de déballage et d'emballage sont à la charge exclusive du fournisseur et sont effectuées sous sa responsabilité.

Un bon de livraison des équipements acceptés est établi en six exemplaires et signé par les membres de la commission de réception. Deux exemplaires sont remis au représentant du fournisseur.

ARTICLE 7 : DEFECTUOSITE / REJET

Si le matériel livré, appelle à des réserves ou ne répond pas entièrement aux spécifications techniques du marché, l'ANAPEC en prononcera le rejet pur et simple.

Les délais ouverts alors au titulaire du marché pour présenter des nouveaux équipements ne constituent pas par eux mêmes, une justification valable d'une prolongation des délais de livraison.

ARTICLE 8 : GARANTIE, MODALITES ET PRESTATIONS

Le fournisseur garantit que tous les équipements livrés en exécution du marché sont neufs, n'ont jamais été utilisés, sont du modèle le plus récent en service et incluent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux.

Le fournisseur garantit en outre que tous les équipements livrés en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, à leur utilisation ou à leur mise en œuvre, qui peut se révéler pendant l'utilisation normale des équipements livrés.

Cette garantie demeure valable 36 mois après la réception provisoire des équipements.

L'Agence notifiera rapidement au fournisseur toute réclamation faisant jouer cette garantie.

A la réception de cette notification, le fournisseur avec une promptitude raisonnable, réparera ou remplacera les équipements défectueux ou leurs pièces sans frais pour l'Agence.

Les prestations de garantie de tous les équipements objet du présent appel d'offres seront assurées dans les lieux d'utilisation (qui peuvent être la Direction Générale, ses annexes ou les Agences relevant de l'ANAPEC).

ARTICLE 9: DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie du matériel de télésurveillance est fixé à :

- 3 ans de garantie.

Il commence à courir à partir de la date de la réception provisoire.

ARTICLE 10: DEFINITION DE L'ENTRETIEN ET DE LA MAINTENANCE DU MATERIEL PENDANT LA DUREE DE GARANTIE

Tout matériel signalé non opérationnel doit être remis en service soit

Maintenance de premier niveau qui correspond à la détection du sous-ensemble en défaut, et à l'exécution sur le site des opérations suivantes : réparation, mise au point et remplacement standard des éléments reconnus défectueux ;

Maintenance de second niveau qui correspond à la réparation en usine ou en atelier des sous-ensembles défectueux. Dans ce derniers cas, le Fournisseur proposera des formules permettant d'assurer la continuité de l'exploitation : matériel de remplacement, ...

ARTICLE 11: SANCTIONS

La maintenance des équipements et la continuité de l'exploitation revêtent un caractère primordial pour l'Administration.

Si un ou plusieurs équipements ont été inutilisables, plus longtemps que la durée fixée d'un commun accord entre l'administration et le fournisseur à partir de la date de la notification de la panne au titulaire, et si cet arrêt est dû à une défaillance de l'équipement, une pénalité sera appliquée au titulaire ;

Cette pénalité sera calculée de la manière suivante :

L'Administration procédera au calcul du montant des mensualités des pénalités correspondant à ce matériel, calculé sur la base de (2%) du prix d'achat toutes taxes comprises ;

La pénalité sera calculée de la manière suivante : $P = \underline{0.02 \times N} \times 208$

- Où :
- **P** est la pénalité mensuelle
 - **N** est le nombre d'heures ouvrable des pannes dans le mois
 - **208** est le nombre d'heures ouvrable dans le mois

Le montant des pénalités est déduit d'office des décomptes des sommes dues par l'administration, et ce conformément aux dispositions prévues par l'article 36 du C.C.A.G.

ARTICLE 12 : PENALITES DE RETARD

Lorsque le délai contractuel de livraison des équipements est dépassé, le titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée de deux pour mille (2/1000) par jour calendaire de retard de la valeur des items livrés avec retard.

Le montant global des pénalités au titre des retards dans la livraison des équipements est plafonné à 10% du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Quand le montant des pénalités atteint ce plafond l'ANAPEC se réserve le droit de résilier le marché à tort du cocontractant.

L'A.N.A.P.E.C. procédera à la vérification de la conformité des supports avec les spécifications du marché à l'ANAPEC.

Les opérations de transport, de chargement, de déchargement, de déballage et d'emballage sont à la charge exclusive du fournisseur et sont effectuées sous sa responsabilité.

Un bon de livraison des supports acceptés est établi en six exemplaires et signé par les membres de la commission de réception. Deux exemplaires sont remis au représentant du fournisseur.

ARTICLE 13: RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive interviendra à l'expiration du délai de garantie, sous réserve que les prestations visées par l'article 10 aient bien été réalisées par le prestataire et acceptées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 14: MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement sera effectué après réception, installation et mise en marche du matériel et sur présentation de la facture établie en 5 exemplaires, au bureau d'ordre central, **sis au 4, lotissement la colline entrée B Sidi Maârouf - Casablanca**

Les sommes dues au titulaire seront réglées au compte bancaire n°
.....

ARTICLE 15: CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pourcent (3%) du marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire du marché jusqu'à l'achèvement du contrat.

ARTICLE 16: RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie est fixée à 7% du montant global du marché qui peut – à la demande de l’attributaire – être remplacée par une caution bancaire. Elle sera libérée dès réception définitive.

ARTICLE 17 : APPROBATION DU MARCHÉ

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Directeur Général de l’ANAPEC et le visa du Contrôleur d’Etat, le cas échéant.

ARTICLE 18 : CLAUSES DE NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il est précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l’ANAPEC pour l’exécution du marché, sera opérée par les soins du Directeur Général de l’Agence Nationale de Promotion de l’Emploi et des Compétences ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet ;
- Les paiements prévus en exécution du marché seront effectués par les soins du trésorier payeur de l’ANAPEC seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Les renseignements et les états prévus à l'article 7 du dahir du 28 août 1948 seront fournis par le Directeur Général de l’ANAPEC au titulaire du marché ainsi qu'aux bénéficiaires éventuels des nantissemements ou subrogations ;
- **A LA DEMANDE DU COCONTRACTANT, LE DIRECTEUR GENERAL DE L’ANAPEC LUI DELIVRERA « UN EXEMPLAIRE UNIQUE » EN COPIE CERTIFIEE CONFORME DU MARCHÉ. LES FRAIS DE TIMBRAGE SONT A LA CHARGE EXCLUSIVE DU COCONTRACTANT.**

ARTICLE 19 : RESILIATION DU CONTRAT

Le marché sera résilié de plein droit et sans intervention judiciaire en cas de :

- Manquement grave de la part du titulaire du marché et en particulier si ce dernier ne se conforme pas aux termes du marché ou si les prestations ne sont pas menées avec la compétence, la qualité et la célérité requises, et ce, dans un délai d’un (1) mois après mise en demeure par lettre recommandée visant et rappelant le présent article ;
- Liquidation judiciaire si le titulaire du marché n’est pas autorisé par le tribunal à poursuivre l’exploitation de ses services.

ARTICLE 20 : CONTESTATIONS / LITIGES

Toute contestation relative à l'exécution du marché, si elle n'est pas réglée par accord mutuel des parties, serait soumise aux tribunaux de Casablanca.

ARTICLE 21 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX.

Pour tout ce qui ne sera pas contraire aux clauses du présent marché, le fournisseur restera soumis aux textes réglementaires suivants :

- Décret n° 2-06-388 du 16 moharram 1428 (5 Février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion ;
- Le décret n° 2-99-1087 du 29 moharam 1421 (04 mai 2000) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat (C.C.A.G_T) ;
- Le décret royal n° 330-66 du 21 avril 1967 portant règlement général de comptabilité publique ;
- La loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (adopté par le parlement le 3 juillet 2003) ;
- Le dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés ;
- La circulaire n° 72 CAB du 1^{er} Ministre du 26/11/90 relative aux modalités d'application du dahir 1/56-211 concernant les garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics;
- Les textes portant réglementation des salaires, du travail, des changes, des douanes et des impôts ;
- Les textes officiels en matière de législation sur les accidents du travail et l'assurance ;
- Le dahir n° 1-63-260 du 12 novembre 1963 relatif au transport par véhicule automobile sur route ;
- Des lois et des règlements en vigueur au Maroc, notamment en ce qui concerne l'emploi de la main d'œuvre au Maroc, les transports, la fiscalité, etc.;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs à la comptabilité ;
- Le présent marché.

ARTICLE 22: MONTANT DU MARCHÉ

Arrêté le montant du présent marché à la somme de
.....DH / TTC.

Marché n° _____/

Passé conformément au paragraphe 1 alinéa 2 de l'article 16 et à l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret N° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (5 Février 2007) fixant les formes et conditions de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Objet : Fourniture, pose et mise en service de systèmes de télésurveillance

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u> LE DIRECTEUR DES RESSOURCES DE L'ANAPEC</p> <p style="text-align: center;">Casablanca, le</p>	<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE</u> PAR LA SOCIÉTÉ</p> <p style="text-align: center;">....., le</p>
<p style="text-align: center;"><u>SIGNE PAR</u> LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ANAPEC</p> <p style="text-align: center;">Casablanca, le</p>	<p style="text-align: center;"><u>VISA DU</u> CONTROLEUR D'ÉTAT DE L'ANAPEC</p> <p style="text-align: center;">Casablanca, le</p>
<p style="text-align: center;"><u>APPROUVE PAR</u> LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ANAPEC</p> <p style="text-align: center;">Casablanca, le</p>	

(*) : Préciser le nom, le prénom et la qualité du signataire.

CAHIER DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1.00 – TELESURVEILLANCE

Afin d'optimiser le dispositif de prise de vue, plusieurs type de caméras seront installées en fonction des contraintes de prise de vue.

Les caméras seront de 4 types :

Type 1 :

Caméra avec dispositif anti contre jour positionnée pour visualiser l'entrée de l'agence

Type 2 :

Caméra extérieure équipée d'un capteur jour/nuit

Type 3 :

Caméra fixe équipée d'un objectif 120° grand angle pour visualiser l'espace intérieur de l'agence.

Type 4 :

Caméra mini dôme avec projecteur Infra rouge positionnée à l'entrée pour comptage de personnes.

100.01 - Caméras Type 1 - Caméra couleur intérieure/extérieur professionnel avec fonction Contre Jour :

De marque de renommée internationale.

Capteur	: Capteur CCD SUPER HAD
Format	: 1/3''
Résolution horizontale	: haute résolution sup à 520 TVL,
Standard	: PAL
Image (nbre de pixels)	: haute résolution : 795Hx596V.
Sensibilité (F : 1,2)	: 0.002 lux (IR of).
Filtre	: Ir Cut Filter (Filtre mécanique)
Rapport signal /bruit	: 50dB minimum
Obturbateur automatique	: Electronique (1/50 à 1/100 000 s)
Température de fonctionnement	: -10°C à +50°C
Compensation de contre – jour	: Oui
Type capteur	: Large spectre dynamique
Gain	: de 30 à 36 dB
Objectif (monture CS)	: Adapté à l'usage et à la zone contrôlée (à Réglage manuel).
Support de fixation	: Mural

Détection de mouvement fonction DNR sharpness et mirror.

Contrôle de Gaine automatique de la lumière AGC, Balance des blancs automatiques AWB, Réglez le rétro éclairage BLC

Ouvrage payé à l'unité, fourni, posé et raccordé, au prix

N° 100.01

100.02 - Caméras Type 2 - Caméra intérieur/extérieur jour et nuit :

De marque de renommée internationale.

Capteur	: Capteur CCD SUPER HAD
Format	: 1/3''
Résolution horizontale	: haute résolution 540TVL,
Standard	: PAL
Image (nbre de pixels)	: haute résolution : 795Hx596V.
Sensibilité (F : 1,2)	: 0.002 lux (IR of).

Rapport signal /bruit	: 50dB minimum
Obturateur automatique	: Electronique (1/50 à 1/100 000 sec)
Filtre	: Ir Cut Filter (Filtre Infrarouge)
Température de fonctionnement	: -10°C à +50°C
Compensation de contre – jour	: Histogramme sur 225 zones d’images
Gain	: de 30 à 36 dB
Objectif (monture CS)	: Adapté à l’usage et à la zone contrôlée (à Réglage manuel).
Menu	: OSD
Support de fixation	: Mural

Détection de mouvement fonction DNR sharpness et mirror

Contrôle de Gaine automatique de la lumière AGC, Balance des blancs automatiques AWB, Réglez le rétroéclairage BLC

Ouvrage payé à l’unité, fourni, posé et raccordé, au prix

N° 100.02

100.03 - Caméras Type 3 - Caméra intérieur/extérieur avec zoom 22x grand angle :

De marque renommée internationale

Capteur	: Capteur CCD SUPER HAD
Format	: 1/3’’
Résolution horizontale	: haute résolution 540TVL,
Standard	: PAL
Structure	: Métallique AGC, AWB, BLC
Image (nbre de pixels)	: haute résolution : 795Hx596V.
Sensibilité (F : 1,2)	: 0.002 lux (IR of).
Filtre	: Ir Cut Filter (Filtre mécanique)
Rapport signal /bruit	: 50dB minimum
Compensation de contre – jour	: Oui
Gain	: de 30 à 36 dB
Objectif (monture CS)	: Grand angle (120°)
Zoom optique	: 22x (3,7 ~ 85,5 mm)
Filtre	: Ir Cut Filter (Filtre Infrarouge)
Degré de protection	: IP66 Robuste boîtier en aluminium.
Contrôle de gain	: Automatique de la lumière (AGC)
Contrôle à distance	: Via un contact électrique sur les câbles spéciaux
Alimentation	: 230Vca
Dimension	: 65 x 55 x 130 mm.
Menu	: OSD
Support de fixation	: Mural

Détection de mouvement fonction DNR sharpness et mirror.

Contrôle de Gaine automatique de la lumière AGC, Balance des blancs automatiques AWB, Réglez le rétroéclairage BLC

Ouvrage payé à l’unité, fourni, posé et raccordé, au prix

N° 100.03

100.04 - Caméras Type 4 - Caméra Interieur Anti-Vandale pour dispositif de comptage de persons :

De marque de renommée internationale.

Capteur	: Capteur CCD
Format	: 1/3''
Type	: Couleur Anti-vandale HVR
Résolution horizontale	: haute résolution 520TVL,
Standard	: PAL
Image (nbre de pixels)	: haute résolution : 795Hx582V.
Sensibilité (F : 1,2)	: 0.002 lux (IR of).
Protection	: Caisson sous forme de dôme
Support de fixation	: Plafond boîtier aluminium.
Gain	: supérieur à 48 dB
Alimentation	: 24Vca-12Vcc
Température de fonctionnement	: -10°C à +50°C
Dimension	: 140 x 140 x 90 mm.
Poids	: 0.95 Kg

Contrôle de Gaine automatique de la lumière AGC, Balance des blancs automatiques AWB, Réglez le rétroéclairage BLC

Ouvrage payé à l'unité, fourni, posé et raccordé, au prix

N° 100.04

100.05 - Enregistreur Numérique 4 Voies :

De marque de renommée internationale

Enregistrement d'images numériques sur disque dur et disque amovible jusqu'à 30 jours

Accès instantané aux événements

Standard de compression MPEG4

Système d'exploitation base Linux, MPEG 4 , détection de mouvement multiple .détection de mouvement, Événement /heure recherche

Vitesse d'enregistrement de 100 i/s en Half D1

Sortie Vidéo DSP, avec affichage en mosaïque ou cyclique complément paramétrable depuis la console de configuration de l'enregistreur

Possibilité de visualisation des séquences enregistrés ou téléchargement à partir de l'enregistreur ou à distance via le réseau local ou distant

Lecture instantanée en fonction de la date, l'heure

Programmation d'enregistrement quotidienne ou hebdomadaire et sur détection de mouvement

Fréquence d'enregistrement – qualité et résolution paramétrables

Fonctionnement hybride analogique/IP

Possibilité d'une connectivité Internet 3G

Emplacement pour 2 disques dur, 100/100 Fps. 3

Ports USB, VGA, RS232, RS485 (contrôle Speed Dome), LAN Ethernet, DDNS,

TCP-IP. 3 sorties vidéo, 1 sorties audio

Fonctionnalités de centralisation avancées (Connectivité sur frontal CMS, Envois des événements à distance...)

Alimentation 240V-AC/50

Gestion de 4 entrées audio

Capacite 500Go

Ouvrage payé à l'unité, fourni, posé et raccordé, au prix

N° 100.05

100.06 - Unité de commande :

L'unité de commande doit permettre une prise de contrôle totale sur l'enregistreur (Appels des fonctions, changement du mode de visualisation, Mode relecture, contrôle manuel des enregistrements....) :

Choix de caméra	: Oui
Programmation	: Oui
Contrôle zooms	: Oui
Contrôle de type d'affichage	: Oui
Contrôle de la sortie DSP	: Oui
Protection utilisateur	: Par mot de passe
Connectique	: USB via l'enregistreur numérique

Ouvrage payé à l'unité, fourni, posé et raccordé, au prix

N° 100.06

100.07 - Moniteurs LCD 3D 19":

De marque de renommée internationale.

Dimension	: 19" 3D
Type	: LCD/TFT
Standard	: VGA
Entrée BNC	: Optionnel
Entrée	: Audio
Résolution	: 1280x1024
Alimentation	: 220V
Temps de réponse	: 8 ms
Température	: -10°/+45°
Cordons	: Compris

Ouvrage payé à l'unité, fourni, posé et raccordé, au prix

N° 100.07

100.08 - Câblage du système – Alimentation électrique :

Toutes les liaisons entre les équipements et le local de sécurité seront à la charge de l'entrepreneur, il devra emprunter :

- Les câbles d'alimentation électrique.
- Les différents câbles signal entre les divers équipements.
- Les boîtes de jonction ou de dérivation éventuelles.
- Les divers amplificateurs éventuels nécessaires.
- Des fourreaux encastrés pour les cheminements verticaux
- Des chemins de câbles dans le faux plafond pour les cheminements horizontaux et les colonnes techniques.
- Des goulottes PVC pour certaines liaisons apparentes.

- Les diverses alimentations électriques du système.
- Identification de tous les câbles afin de faciliter leur repérage.

Le choix du type de fixation sera soumis à l'accord préalable du Maître d'Oeuvre et du contrôleur technique.

Toute fixation soumettant l'ouvrage servant de support à des efforts nécessitant un renforcement devra être signalée en temps utile.

Tout renforcement qu'il sera nécessaire de réaliser a posteriori sera exécuté par l'Entrepreneur, sans préjudice des réserves éventuelles que le Maître d'Oeuvre pourra être amené à émettre.

Pour assurer le passage de ses canalisations dans les éléments de structure, les murs et les cloisons, l'Entrepreneur doit la mise en place des fourreaux. Le scellement de ces fourreaux sera assuré comme indiqué à l'article suivant.

L'Entrepreneur devra araser ses fourreaux à 1 cm en saillie des nus finis des ouvrages traversés et assurera l'étanchéité du calfeutrement entre fourreau et canalisation par un produit plastique isolant. Ce produit devra être compatible avec les exigences de comportement au feu, d'efficacité acoustique et de stabilité dans le temps.

Les travaux de scellement, de rebouchement et de calfeutrement seront assurés par l'Entrepreneur. Ces travaux devront être exécutés de telles façons qu'une fois terminées, il n'existe aucun défaut de planimétrie et d'aspect aux endroits traités, ni aucune arête ou changement de nu. Ils devront être effectués avec des matériaux de même nature que ceux de l'ouvrage support.

Le rebouchage des réservations faites dans les structures en béton et les maçonneries sera réalisé à l'aide de béton ou mortier de ciment sur toute l'épaisseur des structures traversées. Les scellements traditionnels et les calfeuttements y seront faits au mortier de ciment.

L'emploi de plâtre pour ces travaux est formellement interdit, hormis pour les raccords d'enduit de ce matériau.

Il ne sera jamais incorporé de matériaux légers (polystyrène ou autre) dans ces rebouchages, ceux-ci devant être impérativement lourds et homogènes.

Avant de procéder aux rebouchages l'Entrepreneur devra s'assurer que les matériaux résilients à disposer sur les canalisations d'alimentation ou d'évacuation, gaines, etc. ont bien été mis en œuvre.

Avant tout rebouchage, un nettoyage correct sera effectué.

En cas de malfaçon ou d'aspect jugé non satisfaisant par le Maître d'Oeuvre, l'Entrepreneur devra la réfection des ouvrages non conformes.

Dans les locaux techniques, galeries, sous-sol, gaines et faux plafonds accessibles, les canalisations seront posées sur chemin de câbles, en fer galvanisé à chaud après perforation. L'épaisseur minimale des dalles sera de 1,5 mm. Les changements de niveau et les changements de direction seront réalisés à l'aide de pièces du commerce ou par des pièces préfabriquées en atelier. Les canalisations seront fixées par colliers, rilsan.

Ouvrage payé à l'unité, fourni, posé et raccordé, aux prix

BORDEREAU DES PRIX ET DETAIL ESTIMATIF

N°	Désignation	U	QTE	P.U en DH hors TVA		PT en DH hors TVA
				En chiffre	En lettre	
100.01	Caméra type 1	U	45			
100.02	Caméra type 2	U	35			
100.03	Caméra type 3	U	35			
100.04	Caméra type 4	U	35			
100.05	Enregistreur numérique 4 voies	U	29			
100.06	Unité de commande	U	29			
100.07	Moniteur LCD 19'' 3D	U	29			
100.08	Câblage, alimentation électrique et mise en marche	ENS	29			
MONTANT GLOBAL HORS TVA : MONTANT DE LA TVA (%) : MONTANT GLOBAL TTC :						

ANNEXES

8- Annexe : LIEUX DE LIVRAISON

N°	ENTITE	Adresse
1	MAGASIN CENTRAL	SALE
2	Agence Rabat International	Avenue Moulay Youssef Rue El yanbouâa, Rabat
3	RABAT agdal	40, Avenue des Nations Unies Agdal – Rabat.
4	RABAT HASSAN	Av. Allal al fassi Chez institut d'étude et recherche pour l'arabisation Madinat al Irfan - Rabat.
5	TEMARA	Hay Ennahda Bd. Mohammed V près 3 ^{ème} arrondissement Temara
6	ANFA	17, rue Daraâ Bd Hassan II Casablanca
7	ZELLAQUA	Boulevard des F.A.R PLACE ZellaquaN° 61 rue zid ou hmad Casablanca.
8	Agence LA RESISTANCE	Imm. Yousra Angle Bd. De la Résistance et rue de la Hay Rend point d'europe Rdc. Casablanca
9	Agence Régionale à Fès	Résidence Kaoutar, Lotissement Beau séjour, Avenue Ibn Khatib route d'ain Chkef, Fès.
10	Agence Marrakech Régionale	Lod D n°9 Assif Marrakech.
11	MOHAMMEDIA	Angle rue du gharb et changuite villa Bouchra – Mohammadia.
12	EL JADIDA	Bd la ligue arabe, immeuble Oscar – El jadida.
13	KENITRA LOCALE	Angle.avenue mohamed diouri et rue el yarmouk Imm C app. 8 et 9
14	MEKNES	12, boulevard yaacoub el manssour - Meknès
15	TAZA	Immeuble Bennani Frères, rue Oujda – Taza.
16	SAFI	Villa Oumnia n° 7 Boulevard moulay youssef- Safi.
17	SETTAT	Angle boulevard Hassan 2 et rue chouhada n 1 – Settat.
18	TANGER LOCALE	N° 5 rue Hassan elyoussi Hay nzaha charf - Tanger
19	GOULMIM	Avenue Mohammed VI, N° 82 Immeuble Chaiguere - Goulmim.
20	OUARZAZATE	Av. mohammed V place alouahidine Ouarzazate
21	LARACHE	Av. Annas bnou Malik lotissement Smara, 1 ^{er} étg. n°2 Larrache
22	CHEFCHAOUN	Commune urbaine de chefchaoun Bir anzarane. CHEFCHAOUN
23	BERRECHID	Ang ; rue Tarik bnou ziad Av. Hassan I Municipalité de Berrchid
24	MEDIOUNA	Kiadate Mediouna, Annexe Kiada, Mediouna

25	SIDI BERNOUSSI	Entré d'autoroute Sidi-Moumen, Centre social Sidi-Moumen. Casablanca.
26	TANTAN	AV. ESHATTI SIEGE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE D'INDUSTRIE ET DE SERVICE DE TANTAN 2ème ETAGE.
27	DAKHLA	Centre Régional d'Investissement - DAKHLA
28	BOUZNIKA	Annexe de la municipalité, en face de l'hôpital BOUZNKAT
29	AZROU	BACHAOUIA AZROU